Numérisation CERMTRI

1re Quinzaine d'Octobre 1949. "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" N° 239 — 10 Francs

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14e). — Téléphone : Suffren 62-31 — C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

GRANDE FÊTE du 20me Anniversaire de "LA VÉRITÉ"

Le 18 Novembre, à 20 h. 30

A LA MUTUALITÉ

avec de nombreuses vedettes de la Scène, de la Radio et de l'Ecran. Chants, sketches révolutionnaires

Demander des cartes d'entrée dans nos permanences et à nos vendeurs.

LA POLITIQUE DE BAISSE ? TRAVAILLER PLUS, GAGNER MOINS

Nous saurons veiller à ce qu'une seule classe ne supporte pas exclusivement les charges éventuelles de l'opération monétaire, a déclaré Daniel Mayer. De cela, les travailleurs peuvent être convaincus, ce ne sont pas les capitalistes qui supporteront les frais de la dévaluation.

Le plan du patronat est de faire travailler les ouvriers plus dur, plus vite, plus longtemps et pour moins cher, afin de leur faire payer la guerre passée, la guerre présente et la guerre à venir. Afin de leur faire payer aussi son incapacité à diriger la société qu'une crise économique menace, et où le chomage se développe, malgré le besoin de millions de maisons à reconstruire, d'hommes à vêtir et à nourrir. Jusqu'à maintenant, ce plan a été appliqué prudemment, morceau par morceau. Aujourd'hui, la bourgoisie pense que la classe ouvrière est assez divisée et affaiblie pour frapper un bon coup sur ses conditions de vie. La dévaluation n'est pas autre chose.

L'impérialisme américain dit à ses frères d'Europe: jusqu'à maintenant j'avais peur de vos ouvriers. Ils étaient forts, contre eux, je vous ai soutenu de mes dollars, je vous ai laissé des marches. Mais maintenant les socialistes et les staliniens ont assez divisé les travailleurs, les ont assez menés de défaite en défaite pour que vous les exploitiez davantage et qu'ainsi vous vous passiez de ma générosité; j'ai moi-même besoin de vos marchés, car j'ai peur de la crise chez moi.

Et partout la bourgeoisie prend l'offensive contre les salaires et les libertés ouvrières.

Stopper l'offensive capitaliste. Préparer la contre-offensive ouvrière

Si la bourgeoisie peut attaquer, ce n'est pas tellement parce qu'elle s'est renforcée que parce que les travailleurs sont affaiblis par les défaites, divisés et menants pour les chefs qui les ont menés à la défaite. L'armée prolétarienne peut encore stopper l'ennemi de classe et lui faire mordre la poussière. Mais à condition de la regrouper et de lui redonnez confiance dans ses forces. Mais pour cela, il faut changer de stratégie, de programme et de chefs.

Il est possible d'empêcher dans chaque usine la baisse des temps ou autres attaques patronales. Et cette lutte est indispensable. Mais il faut cesser avec des combats isolés pour des revendications qui ne peuvent être obtenues que par une lutte générale: pour 200 usines qui ont obtenu une prime de 5.000 francs, combien se sont battus en vain? Et surtout que pèsent ces 200 victoires à côté de la déception et du découragement accru par les insuccès (midinettes, wagons-lits, Port de Bouc, etc...).

Jouhaux et Frachon parlent maintenant de préparation de grève générale et de nouveau juin 36 — comme on aurait aimé les entendre pendant que les mineurs étaient laissés seuls en face des C.R.S. — mais en même temps ils sabotent cette préparation en épuisant les travailleurs dans de nouvelles « grèves tournantes ». Pour préparer les grands combats indispensables, il faut cesser la guerre d'usure qui n'use que les travailleurs.

En même temps, il faut ouvrir une vraie campagne pour des revendications qui unissent les travailleurs et regroupent leurs forces pour rendre réellement possible la contre-offensive générale: une augmentation égale pour tous, les 40 heures, la suppression du travail au rendement et des heures supplémentaires, pour combattre le chômage.

Au lieu de cela, les chefs bavardent sur la grève générale pour tenter de regagner la confiance perdue; sous couvert de démocratie, ils engagent des luttes entreprise par entreprise, défaites 8 fois sur 10, et ne défendent l'augmentation égale pour tous que dans des déclarations contradictoires.

Ces chefs ne mèneront qu'à la défaite

Ce qui affaiblit le plus la classe ouvrière, c'est la défiance dans ses organisations. Pour recréer la confiance, il faudrait avant tout que les chefs fassent leur auto-critique — non en frappant sur la poitrine des militants, mais sur la leur. J'ai eu tort, devrait dire Jouhaux, d'être un jaune depuis toujours. J'ai eu tort, devrait dire Frachon, d'avoir saboté la révolution en 1936 avec mon compère Thorez; d'avoir desarmé les travailleurs en 1944; d'avoir été pour le blocage des salaires et contre l'échelle mobile; d'avoir empêché la grève générale en 1947 et en 1948.

Mais ils ne le feront jamais, car ils devraient reconnaître non pas qu'ils se sont trompés, mais qu'ils ont trahi. Ils ne le feront surtout pas, parce qu'ils continuent la même politique, en servant les mêmes intérêts qu'hier et qui ne sont pas ceux des travailleurs. Si Jouhaux parle de grève générale, c'est seulement pour imposer ses amis S.F.I.O. au gouvernement. Si Frachon parle de juin 1936, c'est seulement pour regagner la confiance des travailleurs, afin de continuer à organiser une agitation pour faire sur la bourgeoisie la pression dont la bureaucratie so-

DUMAS.

(Suite page 4)

Entre le marteau stalinien et l'enclume impérialiste

Seul le prolétariat mondial peut aider la Yougoslavie

A l'Assemblée générale de l'O.N.U., un désaccord a surgi entre la délégation soviétique et la délégation yougoslave. Kardelj, ministre des Affaires étrangères de la République Yougoslave, s'est élevé contre la campagne calomnieuse que la bureaucratie soviétique mène contre la Yougoslavie et l'exclusive qu'elle porte contre les petites nations. Il a demandé que celles-ci puissent — tout comme les cinq grands — adhérer au pacte de paix proposé par Vichinsky.

A partir de ce désaccord, la presse bourgeoise s'empressa de conclure que la Yougoslavie ne tarderait pas à passer dans le camp des pays occidentaux et qu'elle demanderait son intégration dans un système régional de défense collective et bientôt dans le Pacte Atlantique (Maurice Ferro, *Le Monde* du 30 septembre).

Le Kremlin renforça encore ses attaques contre la Yougoslavie, en arguant de cette nouvelle et *concluante* preuve de la collusion des dirigeants yougoslaves et de l'impérialisme.

Mais voyons d'un peu près ce qui s'est passé.

1° Est-ce une trahison que d'exiger pour les petites nations les mêmes droits que ceux que s'accordent les grandes? Depuis la naissance de l'O.N.U., Staline s'est toujours trouvé d'accord avec les impérialismes pour appliquer à l'égard des petits pays une politique discriminatoire qui leur a permis aux uns et aux autres de se conduire en véritables conquérants avec ceux-ci.

2° Rien dans le discours de Kardelj ne prouve que la Yougoslavie veuille aider le bloc impérialiste. Tout au contraire, le Ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie s'est élevé contre l'intervention du délégué chinois du Kuomintang qui appela « *à une véritable croisade contre le communisme, ce qui en réalité signifie la guerre contre l'Union Soviétique* ».

Staline poursuit sa campagne de calomnie contre la Yougoslavie, car il veut à tout prix briser la résistance du peuple yougoslave qui, le premier, dans les pays de démocratie populaire, s'est libéré de l'hypothèque de la bureaucratie soviétique. Il craint plus que tout, les profondes répercussions que cette rupture suscite dans la conscience de milliers et de milliers de militants staliniens. Il veut pousser la Yougoslavie dans le camp impérialiste (la dénonciation du traité d'amitié qui liait l'U.R.S.S. à la Yougoslavie depuis 1945 est une des pièces de cette politique).

Nous, trotskystes, défendons sans réserve la Yougoslavie de Tito et le Parti Communiste Yougoslave. C'est pourquoi nous nous élevons contre les nouvelles calomnies qui sont lancées contre ceux-ci.

Mais nous disons aussi:

Si les dirigeants du P. C. Yougoslave ne se basent pas sur l'aide que le prolétariat international peut leur apporter; s'ils ne s'engagent pas sur la voie de la démocratie prolétarienne en Yougoslavie même; s'ils ne retournent pas à la politique de révolution prolétarienne mondiale en rompant avec les toutes les conceptions staliniennes, la Yougoslavie, prise entre le marteau stalinien et l'enclume impérialiste, finira par succomber à l'un de ses deux ennemis puissants.

C'est pourquoi nous rejetons comme allant dans un sens contraire à la ligne de la révolution, certaines affirmations de Kardelj telles que:

1° LA CONFIANCE ABSOLUE DANS L'O.N.U., comme « *instrument indispensable de paix et de collaboration internationale* ». L'O.N.U. a été constitué pour masquer les préparatifs de guerre des brigands impérialistes. Elle n'est pas plus capable que la S.D.N. l'a été de donner la paix au monde.

2° LA COEXISTENCE PACIFIQUE POSSIBLE ENTRE DIFFERENTS SYSTEMES SOCIAUX. Nous attaquons le stalinisme qui défend la cohabitation possible entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., car l'impérialisme doit se rouvrir le marché soviétique et détruire la collectivisation des moyens de production. Sans victoire révolutionnaire du prolétariat, la guerre est inévitable.

Tout comme la bureaucratie soviétique, sur ces questions, les dirigeants yougoslaves sèment dans la classe ouvrière les pires illusions et permettent ainsi le renforcement du camp impérialiste.

Michèle MESTRE.

La crise gouvernementale

La nouvelle tactique de la S.F.I.O

Le 27 septembre, au Conseil de Cabinet, M. Jules Moch déclarait: « *Cette fois, ne comptez pas sur un ministre socialiste pour envoyer des C.R.S. contre des travailleurs qui réclament ce qui leur est dû.* »

Quel aveu et quel cynisme!

Mais l'émule de Chiappe qui fit tirer sur les mineurs en 1947 s'est-il repenti?

Non: ni M. Jules Moch ni son parti ne renoncent à servir la bourgeoisie. Ils pensent seulement que dans l'immédiat, l'intérêt de celle-ci est de faire quelques concessions à la classe ouvrière.

Les chefs socialistes craignent la lutte des ouvriers pour la défense de leur niveau de vie. Ils savent qu'une partie de la bourgeoisie croit possible de se passer d'eux et d'être capable d'achever elle-même la mise en déroute de la classe ouvrière. Mais après avoir été chassés comme des laquais, les chefs socialistes seront peut-être à leur tour les victimes du nouveau gallifet que la bourgeoisie se sera choisi.

Leur politique de concessions, ils l'ont commencée avec l'action de la prime de vacances aux employés de la Sécurité Sociale. Il s'en est fallu de peu que cela leur coûte leurs portefeuilles. Aussi cette fois, ils utilisent le chantage. Ils essayent de faire peur à la bourgeoisie en la menaçant d'une « grève générale de 24 heures » (décision de la Commission administrative de Force Ouvrière). Ils disent à la bourgeoisie, « nous sommes capables d'organiser la répression, nous l'avons déjà fait, mais ce n'est pas le moment de recommencer ».

Ils savent qu'une autre aile de la bourgeoisie peut être sensible à cet argument, peut avoir peur de se séparer d'eux trop tôt. Et si tout de même leurs maîtres capitalistes veulent employer la manière forte et se passer de leur service, les ministres socialistes trouveront avantageux de tomber en ayant

(Suite page 4.)

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que M. Queuille s'en va, car Daniel Mayer ne veut pas « céder sur la question des salaires ». La nouvelle tactique de la S.F.I.O. prend forme.

Une interview

LIBEREZ MOREAU

dit Marcel HEMCÉ, Secrétaire du Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse

L'AGITATION soulevée par l'incarcération de l'objecteur de conscience J.-B. Moreau pose, avec une nouvelle acuité, le problème de la lutte des jeunes contre la guerre et le militarisme.

Nous avons voulu, à ce sujet, faire connaître l'opinion d'une organisation de jeunesse révolutionnaire.

Nous avons posé quelques questions à Marcel Hemcé, un des secrétaires du MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE et responsable de l'organe de ce mouvement: « JEUNE REVOLUTION. »

Le Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse est une organisation révolutionnaire indépendante de tout Parti. Sur la base d'un programme de classe, elle se propose de grouper les jeunes en vue de leur éducation révolutionnaire et de la défense de leurs intérêts.

De création récente, le M.R.J. s'est pourtant déjà fortement inscrit dans les luttes de la jeunesse laborieuse. Il doit tenir son Congrès constitutif dans le courant de l'année prochaine.

Quelle est votre position sur le cas J.-B. Moreau, demandons-nous?

Marcel Hemcé répond sans hésitation, car la position à prendre ne peut faire de doute.

— Nous défendons résolument J.-B. Moreau parce qu'il est poursuivi pour avoir manifesté son hostilité à la préparation à la guerre et au militarisme bourgeois. Nous avons toujours été et serons toujours aux côtés des victimes de la répression bourgeoise.

Mais alors ce soutien sera une approbation de l'objection de conscience?

— Non! Nous sommes prêts à lutter énergiquement avec tous les mouvements de jeunes (politiques, de loisir, syndicalistes, etc...) en vue de la libération de J.-B. Moreau au moyen de délégations, meetings, manifestation de masse, etc... Mais notre soutien a un caractère critique. Pour nous, la lutte contre la guerre ne passe pas par une révolte individuelle contre le militarisme bourgeois. La lutte contre la guerre ne peut être efficace que liée à la lutte des masses contre le régime qui en est la cause.

Mais cela est-il compatible avec le refus de porter les armes?

Hemcé sourit un peu. Il a senti la « colle ». Et avant qu'il ne réponde, on sent que la position de son mouvement est, sur ce point aussi, solide et mûrement réfléchie.

— Notre programme comporte la suppression de l'armée bourgeoise et son remplacement par une milice po-

M. CORVIN.

(Suite page 3)

BUDAPEST-MOSCOU

par Pierre FRANK.

LE 28 juin 1948, le Kominform excluait de ses rangs Tito et les dirigeants du P.C. Yougoslave, les accusant de déviations politiques (sous-estimation du rôle dirigeant du parti russe, nationalisme, ultragauchisme, tendance prokoulak, opportunisme, etc...). Ils furent également accusés de manquer de modestie, car ils refusaient de se livrer à la critique et à l'autocritique indispensables à tout bolchevik. Il n'y a que quinze mois de cela, mais tout est changé: le procès Rajk, qui sera suivi par d'autres en Europe Orientale, a été monté pour montrer que les dirigeants du P.C. Yougoslave et les autres dirigeants épurés des P.C. ne sont que de vulgaires espions, mouchards, provocateurs. Il n'est plus question de la pression des forces sociales étrangères au prolétariat qui amène des militants communistes par des déviations à rompre avec le programme communiste. La thèse actuelle du Kremlin est beaucoup plus simple: la police, les services d'espionnage capitalistes parviennent à soudoyer certains membres des P.C. qui, pour accomplir leur besogne, sont amenés à inventer des divergences politiques. A titre d'illustration, Monmousseau, dans « l'Humanité » du 23 septembre, donne l'exemple de Doriot, exemple commode, mais que Monmousseau ne peut utiliser qu'en mentant grossièrement sur l'histoire du P.C. Français.

Cette thèse de la création de divergences politiques par des hommes à la solde des services d'espionnage des puissances capitalistes était déjà apparue lors des procès de Moscou en 1936-38. Staline est maintenant obligé de la resservir contre les Yougoslaves. Elle ne repose dans les deux cas que sur les « aveux » des accusés, aveux auxquels plus personne ne peut croire. Si cette thèse était vraie, on arriverait au résultat suivant: 6 membres sur 7 du Bureau Politique du temps de Lénine, les dirigeants de plusieurs partis communistes, Tito en Yougoslavie; Rajk, ex-Secrétaire du P. C. hongrois; Xoxi Dodge, Secrétaire du P.C. albanais, déjà exécuté — et demain Gomulka, ex-Secrétaire du P. C. polonais; Kostov, ex-membre du Bureau Politique du P.C. bulgare; Patrascanu, ex-Secrétaire du P.C. roumain, sans parler de dirigeants du P. C. tchécoslovaque et de Markos, dirigeant des partisans grecs, liquidé sous couvert de maladie, auraient été des agents de l'impérialisme dont la duplicité n'aurait été découverte qu'au bout de plusieurs années de présence au gouvernement.

A ce compte-là, pourquoi se fier davantage aux dirigeants des autres partis communistes? Ils ont aussi connu les prisons et les camps d'internement où s'exerça la corruption des services d'espionnage. Si l'Armée soviétique parvenait à installer au pouvoir les dirigeants du P.C.F., combien de temps devrions-nous attendre pour que Monmousseau « avoue » qu'il fut un ami de longue date de Doriot avec lequel il dirigea le P.C.F. en 1926 et 1927 (ce qui est vrai) et qu'avec lui, il travailla pour le compte de quelques services d'espionnage?

Mais cette thèse étant manifestement fausse, il devient clair que les procès de Moscou, de Budapest et les procès qui se préparent en Europe orientale ne sont pas autre chose que LES MOYENS DONT SE SERT LE KREMLIN POUR MENER SA POLITIQUE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE. Aussi, qui peut encore soutenir que la démocratie existe dans les rangs du parti communiste? Et qu'en est-il du génie de Staline et de ses démonstrations théoriques si lumineuses, démonstrations qu'il ne peut faire admettre qu'en montant des machinations grotesques dans leur trame et tragiques dans leurs conséquences — grotesques parce qu'il faudrait croire par exemple que la gestapo a envoyé en Yougoslavie une centaine d'espions conduits par Tito... Tito qui dirigea le mouvement de partisans; tragiques parce que ces procès discréditent dans de larges masses la cause du communisme?

L'effondrement de la thèse stalinienne des « complots policiers, générateurs de tendances politiques », doit amener les ouvriers communistes à se poser les questions suivantes: pourquoi donc Staline ne peut-il affronter un véritable débat politique? Les intérêts qu'il défend ne sont-ils donc pas ceux de la direction révolutionnaire du prolétariat luttant pour la révolution mondiale et pour le triomphe du socialisme dans le monde? Quel est donc le « socialisme » de Staline qui ne peut vaincre dans son propre mouvement qu'en obligeant les dirigeants

Numérisation CERMTRI

de ses partis à se vautrer dans la fange avant d'être remis au bourreau?

La réponse à ces questions est simple: le « socialisme » de Staline, c'est le système de privilèges de la bureaucratie de l'U.R.S.S., système qui comporte les plus grandes inégalités de salaires et de traitements, et qui ne se maintient que par un odieux régime policier. Pour tuer Trotsky et la vieille garde bolchevik qui constituait un centre de regroupement potentiel pour une opposition révolutionnaire des masses en U.R.S.S., Staline monta les procès de Moscou. Pour briser toute résistance à sa politique de spoliation des petits pays du glacis et justifier l'emploi de TOUS les moyens contre la Yougoslavie, Staline a monté le procès de Budapest. C'est à l'échelle d'un Etat la mise en application des moyens infâmes employés dans les cellules et les usines contre le militant qui s'oppose à la « ligne » du Comité Central, génératrice de défaites.

Aussi la lutte contre ces méthodes infâmes n'a pas seulement pour objet d'éliminer du mouvement ouvrier ces procédés qui démoralisent l'avant-garde, mais aussi de permettre au mouvement ouvrier d'écarter une direction qui exploite les sacrifices des travailleurs au profit des privilégiés de l'U. R. S. S. et de recréer une nouvelle direction fidèle au programme de la révolution mondiale. Une direction qui ne cherche pas à composer avec le capitalisme, mais qui organisera le prolétariat et les masses exploitées du monde entier pour l'édification d'une véritable société socialiste.

Pierre FRANK.

" Le Voleur de bicyclette "

Après l'Amérique des « Raisins de la Colère », l'Italie a le triste privilège de nous donner un film sur le chômage. *Et la fiction artistique est à la hauteur des drames vécus, y compris dans l'interprétation: c'est un chômeur pris dans la rue qui s'y révèle acteur de premier plan.*

L'histoire est simple comme son héros. Un chômeur trouve une place inespérée pour laquelle il lui faut un vélo. Pour retirer le sien au guichet du Mont-de-Piété, il lui faudra engager en échange ses draps, qui iront s'entasser sur des milliers d'autres draps de chômeurs, objets, chômeurs eux-mêmes, désaffectés, inaccessibles. Le travail à peine commencé, voilà le vélo volé, et la place perdue par conséquent. Chômeur à nouveau, Antonio partira dans les rues de Rome, avec son fils Bruno, à la recherche de la bicyclette, pendant qu'autour de l'homme et de l'enfant, la société continuera sa trajectoire indifférente, avec ses gens repus, ses flics, ses curés.

Et alors le sujet s'élargit. La recherche du vélo prend l'allure d'une véritable exploration sociale, qui découvrira dans chaque individu les traits plus généraux de sa classe. Les scènes succèdent aux scènes, chacune plus significative que la précédente, dans une progression intense.

Le vélo, on ne peut pas compter sur la police pour le retrouver: la police est là pour surveiller des réunions politiques. On ne peut pas le retrouver non plus, même avec l'aide de tous ses camarades, en fouillant les marchés de vélos et les recéleurs de la ville: il y en a trop. La charité chrétienne n'arrange rien: pleine de sollicitude pour les chômeurs, en échange d'une soupe, elle leur impose ses simagrées et ses leçons de mortification. Le moment d'oubli que s'accordent Antonio et Bruno dans un restaurant chic, il n'est pas durable: il ne leur sert qu'à éprouver l'existence d'une frontière de classe entre eux et ces gens « qui mangent pour des millions de lires ». Le voleur, enfin retrouvé, nouvel obstacle insurmontable: on n'a pas de « preuves » contre lui. Et si tu lui casses la figure, c'est tôt qu'on arrête », prévient le flic. Alors l'obsession du vélo, l'obsession de l'instrument de travail grandit. L'homme est au plus profond de son désespoir de chômeur. En volant à son tour un vélo, il croit en finir avec la misère.

Mais ce n'est pas si simple d'utiliser un instrument de travail qui est à portée de la main. Entre l'homme et lui, il y a la propriété, et sa police, et sa morale, et tout le régime qui veut qu'en temps de crise les hommes soient d'un côté et les machines de l'autre, sans pouvoir se rejoindre. Etre un voleur de hasard, le jour où l'on a besoin de refaire sa vie, ce n'est pas possible. Le vol est une fonction spécialisée comme une autre, et l'amateur s'y fait prendre. Qu'Antonio s'estime heureux, d'en seulement lynché, insulté par la foule; le propriétaire ne portera pas plainte. Et le voleur de bicyclette n'aura plus qu'à repartir dans les rues de Rome, « libre », les larmes aux yeux, donnant la main à son fils dont il faudra malgré tout qu'il arrive à faire un homme.

L'ambition du film était modeste: montrer un ouvrier moyen en proie à des problèmes moyens. Il ne s'agit que d'un homme et un vélo. D'ailleurs, cet ouvrier est inorganisé. Les discours d'un dirigeant syndical ne l'intéressent pas; sa lutte à lui contre le chômage, c'est de retrouver son vélo. Mais le drame s'élargit indépendamment de ses acteurs. Si l'ouvrier n'est pas conscient, la caméra est consciente pour lui, et elle fouille impitoyablement tous les recoins de la société de classes. Ce prolétaire n'est pas un révolutionnaire, mais là est justement la valeur éducative du film!

Comme elle est simple, en effet, la tâche que s'assigne ce travailleur: j'ai perdu mon gagne-pain, je n'ai qu'à le retrouver et je serai heureux. « Tout marchait si bien », dit-il en comptant les maigres lires du salaire qu'il ne peut plus gagner. Mais il fait une dure expérience. Il réalise que le vélo n'est pas fait pour le besoin du travailleur, mais pour être vendu, acheté, et aussi pour torturer la pensée de l'homme.

Il n'avait qu'une exigence: que dans Rome on puisse honnêtement gagner son pain. Exigence élémentaire, mais qui ébranle le monde. Pour la réaliser pleinement, nous dit le « voleur de bicyclette », il y a toute la société à bâtir sur de nouveaux rapports.

GARRIVE.

LA VIE DU PARTI

Le P. C. I. prépare son 6e Congrès National

La réunion du Comité Central

Le Comité Central du P.C.I. s'est réuni à Paris les 1 et 2 octobre.

Son ordre du jour comportait essentiellement la préparation du VIe Congrès du Parti. Le C. C. a définitivement fixé le Congrès au 14, 15, 16, 17 janvier 1950 et décidé que cette année encore il se tiendrait à Paris. En séance plénière seront discutés les rapports suivants:

1° Politique générale du Parti;

2° L'évolution des pays de l'Est européen;

3° Rapport moral et rapport sur la construction du Parti révolutionnaire;

4° Le Parti révolutionnaire et la Jeunesse.

Les autres activités du Parti (cadres, agitation, propagande, presse, etc...) seront étudiées par des Commissions du Congrès.

Le Comité Central a examiné le rapport sur la situation politique qui sera soumis au Congrès du Parti. Ce rapport, présenté par le camarade Privas, met en relief les différents aspects de l'offensive de la bourgeoisie contre les conditions de vie des travailleurs. Cette offensive profite de l'apathie qui règne dans la classe ouvrière, à la suite d'échecs répétés, provoqués par des directions de trahison. Une des causes de cette apathie ouvrière est justement un manque de confiance de plus en plus grand dans les directions traditionnelles. Mais ce fait ne sera positif que dans la mesure où une nouvelle direction issue des rangs des travailleurs se sélectionnera et se substituera aux directions faillies. Mettre en avant un programme unificateur des luttes, montrer concrètement comment peut naître et s'organiser une nouvelle direction, faire stopper l'offensive de la bourgeoisie, telles sont les tâches de l'avant-garde ouvrière. Le rapport politique a été adopté à l'unanimité.

Pour cette lutte, les organisations syndicales conservent toute leur importance. Mais un des aspects de la nouvelle situation est en particulier l'abandon des organisations syndicales par des travailleurs toujours plus nombreux. Quelle tactique et quelle forme de regroupement les militants du Parti doivent-ils dans ces conditions mettre en avant, tel a été le sujet d'une nouvelle discussion qui s'est engagée à la suite d'un rapport du camarade Lambert et qui sera poursuivie à la prochaine session du Comité Central.

Le Comité Central a ensuite entendu et discuté un rapport de la camarade Michèle Mestre sur l'évolution des pays de l'Est européen. Le Comité Central a décidé à la suite de cette discussion de maintenir ce point à l'ordre du jour du Congrès, mais étant donné l'insuffisance de la discussion de cette question dans le Parti et dans l'Internationale, le Comité Central demandera au Congrès de ne pas trancher sur cette question et de décider la poursuite de la discussion.

Les rapports qui seront soumis par le Comité Central à l'organisation sur l'activité de la direction sortante et sur la construction du Parti révolutionnaire, ainsi que le rapport sur l'attitude du Parti envers la Jeunesse seront étudiés par la prochaine session du Comité Central qui se tiendra courant novembre.

NANTES

Le 27 septembre s'est tenu, au Café Vendéen à Nantes, une réunion publique et de sympathisants organisée par le M.R.J. et la cellule locale du P.C.I. Une vingtaine de personnes y assistaient, dont une très grande majorité de jeunes et un vieux militant ouvrier, ancien membre du P.C., qui vint apporter ses encouragements aux jeunes organisations révolutionnaires.

La décision a été prise par les camarades de Nantes de rendre ces réunions régulières et en principe mensuelles.

REGION PARISIENNE

Assemblée générale le dimanche 9 octobre, à 14 heures, Hôtel des Sociétés Savantes, Salle F.

« La Yougoslavie et notre attitude dans le conflit Staline-Tito. »

REGION DU FINISTERE

Assemblée à Morlaix le dimanche 16 octobre.

La région a décidé de tenir une série de réunions publiques d'information.

Les criminels ne sont pas les NORD-AFRICAINS mais le colonialisme

L'immonde campagne contre les Nord-Africains bat son plein dans la grande presse, trouvant des échos jusque dans « Combat » et « Franc-Tireur ». On laisse entendre que la majorité des crimes et des agressions commises en France sont le fait de Nord-Africains, ce qui, entre parenthèse, est formellement démenti par les statistiques elles-mêmes de la Préfecture de police. Ces imputations systématiques ne peuvent avoir qu'un but: provoquer la méfiance, l'hostilité de la population française et justifier à l'avance des mesures de police contre les travailleurs arabes résidant en France.

Aucun prolétaire français ne doit être dupe de cette manœuvre de diversion. La situation des Nord-Africains vivant en France est véritablement tragique. Ils sont près d'un demi-million, Algériens pour la plupart, venus dans la Métropole parce qu'ils sont assurés de crever de faim dans leur pays, eux et leurs familles, à plus ou moins longue échéance. C'est une immigration de la faim, comme l'intitule le professeur Louis Chevallier.

Ils sont condamnés à mourir de faim chez eux parce que les colons leur ont volés leurs terres; parce que les gros requins de la colonisation dont les propriétés s'étendent sur des dizaines de kilomètres préfèrent produire du vin qui rapporte gros, plutôt que du blé; parce que pour une population qui augmente chaque année de 150.000 unités en Algérie, il n'y a pas de débouché dans l'industrie par la simple volonté de l'impérialisme français qui interdit la création d'une industrie nationale, préférant exporter les matières premières à l'état brut.

Force leur est donc de laisser leur famille sur place et de venir chercher un emploi en France. Ce qui n'est pas une tâche facile, non plus. Presque tous originaires de la campagne, souvent des régions montagnardes de la Kabylie, ils arrivent dans les grandes villes sans métier, illétrés. Car tant est immense l'œuvre accomplie par la France en Algérie en cent ans, qu'il n'y a d'écoles que pour un enfant à peine sur dix.

Le résultat n'est pas difficile à deviner. Les seuls emplois réservés aux Nord-Africains, à de rares exceptions près, sont les tâches de manœuvres

(Suite page 4) A. DURET.

Bulletin d'abonnement

Je déclare souscrire un abonnement d'un an (24 numéros): 200 francs ou de 6 mois (12 numéros): 100 francs à « la Vérité ».

Nom. . . . . Prénoms. . . . . .

Adresse. . . . . .

A adresser à « la Vérité », 19, rue Daguerre, Paris (14e). C.C.P. Mlle Picard, 5660-38 Paris

Pour les 900 abonnés

Appel du Comité Central

Le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste, réuni les 1er et 2 octobre, fait appel aux militants du Parti et aux « Amis de la Vérité » pour œuvrer à la réussite de la campagne d'abonnement.

La parution régulière, l'amélioration et le rayonnement élargi de notre organe depuis un an nous donne la possibilité de réaliser 900 nouveaux abonnements d'ici le 1er janvier.

C'est donc de l'importance de l'effort de nos militants et « Amis de la Vérité » que dépend le succès de cette campagne.

Dans la classe ouvrière surexploitée par une bourgeoisie aux abois qui prépare une nouvelle tuerie mondiale, une avant-garde de plus en plus large exprime son mépris et son hostilité tant aux dirigeants socialistes qui jouent plus que jamais leur rôle de loyaux gérants du capitalisme, qu'aux dirigeants staliniens qui, après avoir conduit à l'échec les luttes de la classe ouvrière, les engagent dans des combats sans issue.

Cette prise de conscience, favorisée notamment par le développement de la crise du stalinisme, ouvre des possibilités chaque jour plus grandes à la pénétration de notre politique au sein de la classe ouvrière.

De la pénétration de plus en plus large de cette politique il dépend que le prolétariat rejette définitivement les directions et l'orientation qui ont causé ses défaites et se groupe enfin sur un programme révolutionnaire qui lui permettra de sortir victorieux de ses prochaines luttes et de s'engager dans la voie de la lutte pour le socialisme.

Tel est en fait l'enjeu de la campagne engagée pour la stabilisation et le développement de « La Vérité ».

Tendre à la réussite de cette campagne est aujourd'hui le devoir le plus impérieux pour tous les militants révolutionnaires.

Le Comité Central.

La Campagne d'Abonnement a pris un bon départ

Nous avions raison d'avoir confiance. Les militants de notre parti ont répondu présent à l'appel de leur journal. Et les sympathisants et Amis de la Vérité auxquels ils ont immédiatement commencé à s'adresser ne se sont en général pas fait prier pour souscrire leur abonnement. Nous avons indiqué aux cellules et régions leurs quota. Toutes n'ont pas encore répondu, ce qui nous oblige d'en remettre la publication au prochain numéro. Cependant, dans la Région Parisienne, presque toutes les cellules les ont trouvés réalisables; trois seulement ont trouvé que ce serait un peu difficile, mais qu'elles feraient l'impossible pour y arriver. En province, la Loire, la Bretagne, le Rhône ont donné leur accord. Dans l'Ardèche, on n'a rien dit, mais on a envoyé six abonnements. Seulement il y a un peu de retard dans les versements. Sur les 20.000 francs demandés, il n'est parvenu encore que 11.000, dont seulement 3.800 pour la province.

Camarades, la lutte ouvrière n'attend pas. Pour la mener, notre « Vérité » doit être là régulièrement. Ne la faites pas attendre non plus.

L'ADMINISTRATEUR.

SOUSCRIPTION DES " AMIS DE LA VERITE "

2 camarades anglais: 1.000 fr.; Oise: M.: 50; G.: 100; un ami de la « V. »: 100; *Brest:* carte n° 2805: 100; n° 2102: 100; n° 2762: 100; J.: 100; *Région Parisienne: Cellule Puteaux:* carte n° 2297: 200; n° 2285: 200; n° 2291: 100; n° 2293: 100; n° 2310: 100; n° 2295: 100; n° 2289: 100; n° 2256: 100; n° 2308: 100; n° 1037: 50; Mey.: 100; *Cellules Renault:* carte n° 2870: 50; n° 1039: 200; Gex: 700; Sous: 110; liste n° 1021: Trupin: 100; Monc.: 100; Stam: 50; Sturr: 50; Monier: 100; liste n° 1023: P. G.: 20; M. P.: 15; G. P.: 100; un Nord-Africain: 100; G. D.: 20; R. L.: 50; un Vietnamien: 15; un symp.: 20; un symp.: 100; 2 Vietnamiens: 150; D. C.: 50; J.C.M.: 50; *Cellule Championnet:* X: 100; *Cellule* 17: carte n° 2437: 30; n° 2941: 150; *Cellule* 15: un ami de la « V »: 700; *Centre:* M. R.: 450; carte n° 1044: 50. — *Total:* 6.540 *francs.*

PERMANENCES DU PARTI

PARIS

La permanence se tient désormais les samedis, de 16 à 19 heures, 19, rue Daguerre, Paris (14e) (au fond de la cour). Tél.: Suf. 62-31.

Cellule Chausson.

Tous les mercredis, de 18 h. 30 à 19 h. 15, au Centre administratif d'Asnières (Salle 2).

Cellule Banlieue-Sud.

La Vérité est vendue le dimanche matin, chaque quinzaine, au Marché de la Butte-rouge (Chatenay) et de la Cité (Plessis-Robinson).

BREST

Ecrire à André Calvès, Ecole de garçons, Logonna-Daoulas.

QUIMPER

S'adresser à Bob Trévien, Grande-Rue, Kerfeuntun.

NANTES

La Vérité est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay, par les militants du P.C.I.

DOUAI-FENAIN

Café Lesecq, place Saint-Wast, les 2e et 4e dimanche de chaque mois, de 10 heures à 11 heures.

HELLEMMES

Victor, 33, rue Dordin, tous les jours de 19 heures à 20 h. 30.

SAINT-ETIENNE

Le samedi de 18 heures à 19 heures, Café Besset, place du Peuple.

MONTPELLIER

S'adresser à Maurice Burguière, 2, rue Saint-Catherine, Montpellier.

Pourquoi et comment

Nous avons insisté dans les précédents articles sur le fait que l'U.R.S.S. n'est pas un tout. En U.R.S.S., subsiste la base économique établie par la Révolution d'Octobre 1917: la propriété collective planifiée, la nationalisation du sol, le monopole du commerce extérieur. C'est ce que l'impérialisme mondial veut détruire pour faire de l'U.R.S.S. une de ses colonies. C'est ce que les travailleurs doivent défendre contre l'impérialisme. Mais sur la base de cette économie non capitaliste s'est développée une bureaucratie privilégiée qui a exproprié les prolétaires de leur puissance politique, de leur contrôle sur l'Etat et l'économie — qui a instauré sa dictature policière et qui s'oppose à la révolution dans le monde.

Il ne faut pas confondre cette nouvelle économie et cette bureaucratie. Non seulement elles ne sont pas identifiables, mais elles s'opposent. Si cette bureaucratie continuait à diriger l'U.R.S.S. et, par les partis staliniens, à influencer et à diriger le mouvement ouvrier international, la base économique conquise par la Révolution d'Octobre serait vouée à la destruction en même temps que les travailleurs du monde seraient menés à la défaite. Car la question ne sera pas tranchée par la compréhension de la nécessité de défendre ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre, mais par les moyens mis en œuvre pour cette défense. Du « comment » défendre l'U.R.S.S. dépend sa survie ou sa perte.

Staline mène l'U.R.S.S. à sa perte

Nous avons décrit précédemment la politique internationale de Staline à la recherche d'alliés capitalistes « loyaux », vendant le prolétariat de tel ou tel pays pour en gagner la bourgeoisie. En particulier, la fin de la guerre vit les partis staliniens être les meilleurs défenseurs de la patrie, leurs chefs être ministres de l'Etat bourgeois appeler les travailleurs à produire sans revendiquer pour relever le pays, faire abandonner leurs armes aux travailleurs, — en un mot, briser le mouvement révolutionnaire européen de 1944-45. En échange, la bourgeoisie abandonnait l'Europe orientale à Staline et lui jurait une amitié éternelle. Nous avons fait le bilan de cette politique: lorsque les capitalistes furent remis sur pied, rassurés, ils commencèrent ouvertement l'offensive contre les travailleurs et se mirent à préparer la guerre contre l'U.R.S.S.

Aujourd'hui que les capitalistes ont constitué un front unique antisoviétique, que Staline ne peut plus profiter de leurs dissensions et de leurs contradictions, il n'a pourtant pas changé le fond de sa politique. La révolution prolétarienne n'y entre toujours pas. Seules comptent les combines diplomatiques et la force militaire. Le mouvement ouvrier international sert seulement à appuyer les pourparlers.

En ce moment, la politique stalinienne repose sur l'idée suivante: la crise économique qui menace les capitalistes les obligera à accepter un compromis. Les luttes des masses ouvrières seront utilisées à ces fins diplomatiques. Ces luttes sont vaincues et ne rapportent rien aux travailleurs, car les P.C. veillent à ce qu'elles ne prennent pas une allure risquant de renverser l'Etat bourgeois, mais elles aggravent les difficultés des bourgeois et les obligeront à mettre les pouces autour du tapis vert. Les ouvriers français en ont fait l'expérience en fin 1947 et fin 1948. Que les travailleurs soient appelés non à abattre leurs exploiteurs, mais à les obliger à s'entendre avec Staline, E. Fajon, entre autres, le dit assez clairement dans « l'Humanité » du 8 septembre dernier:

« Le 20 juin dernier, les peuples se félicitaient de l'accord heureux, quoique limité, réalisé à Paris, par la Conférence des quatre ministres des Affaires Etrangères... Que les innombrables partisans de la paix unissent leurs volontés, que le 2 octobre prochain soit une puissante démonstration de leurs forces dans le monde, que le vote de la paix, obtenue en France un succès massif et les milliardaires américains flanqués de leurs nazis seront une fois de plus contraints de reculer. »

Ainsi sera gagné le temps, jugé nécessaire par Staline dans son discours électoral de février 1946, pour que le développement du potentiel économique et militaire de l'U. R. S. S. la mette *« à l'abri de tout accident ».*

De la révolution internationale, il n'est plus question, car pour la bureaucratie soviétique, défendre l'U.R.S.S., c'est défendre ses privilèges. La révolution prolétarienne victorieuse dans un pays redonnerait l'élan aux ouvriers soviétiques qui se débarrasseraient de leurs propres oppresseurs, leurs grades, leur police et leurs prébendes. Voilà pourquoi les bureaucrates n'aiment que la diplomatie et l'armée. Récemment, Staline lui-même le reconnaissait candidement. Tito, dans une lettre publique, lui demandait pourquoi il ne reprochait pas aux partis communistes français ou italien de ne pas avoir établi le socialisme à la fin de la guerre. Et Staline de répondre: mais parce que l'Armée rouge n'a pas pénétré en France et en Italie... Staline soumet ce qu'il appelle le socialisme à la marche de l'Armée rouge et la marche de l'Armée rouge à la défense des intérêts de la bureaucratie. C'est là raison pour laquelle il mène les prolétaires du monde à la défaite et l'U.R.S.S. à la destruction. En 1944, la révolution était possible, mais à Téhéran, Roosevelt, Churchill et Staline avaient fixé jusqu'où irait l'armée russe. Il fallait donc que Thorez et Cie brisent la révolution, redressent le capitalisme qui, aujourd'hui, se tourne contre l'U.R.S.S. Aujourd'hui, si la crise économique oblige dans l'immédiat les impérialistes à reculer la guerre, leur solution à cette crise sera la préparation à la guerre et la guerre elle-même. Quand ils ne peuvent plus vendre leurs marchandises aux chômeurs, ils vendent des canons à leur Etat, qui leur cherche de nouveaux marchés en utilisant les canons. C'est-à-dire que les quatre ministres des Affaires Etrangères pourront encore se réunir et Fajon se réjouir, en fin de compte, si le mouvement ouvrier ne renverse pas le capitalisme, celui-ci fera la guerre après avoir écrasé le mouvement ouvrier.

D'autre part, si la défense de l'U.R.S.S. est seulement assurée par la puissance militaire de l'armée rouge, sa défaite serait certaine. Car même si l'U.R.S.S. atteint le niveau économique fixé par Staline dans son discours cité plus haut, il serait encore inférieur aux ressources actuelles des U.S.A. et de l'Angleterre seules, comme le montre le tableau suivant:

	Angleterre-U.S.A.	U.R.S.S.
FONTE. . .	140 millions de tonnes	50
ACIER. . .	95 —	60
CHARBON	700 —	500

Sans parler du fait qu'il faudrait 10 à 15 ans pour que l'U.R.S.S. atteigne ces chiffres ni surtout de l'avance technique et militaire de l'impérialisme (bombe atomique, etc...) que recouvrent ces chiffres.

Non! la défense de ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre ne peut résider fondamentalement dans la diplomatie et l'armée dirigés par Staline.

Comment défendre l'U.R.S.S.

Ce ne sont ni les chiffons de papier ni la peur des armes qui peuvent arrêter les impérialistes avides de nouveaux marchés à exploiter. Seule la classe ouvrière puissante peut

Numérisation CERMTRI

LA SENTENCE DE BUDAPEST ne doit pas être exécutée

PERSONNE ne peut éviter de faire un rapprochement entre les procès de Moscou et celui de Budapest. Même technique, mêmes objectifs, mêmes accusations.

Les deux opérations sont des faux. Ce sont des mises en scène montées par des policiers.

A Budapest contre Tito, comme à Moscou contre Trotsky, des provocateurs authentiques sont amalgamés avec des opposants démoralisés pour « faire la preuve » que toute opposition de gauche envers Staline est aux ordres de l'impérialisme, de la police, du fascisme. Ceci, d'une part, pour détourner les travailleurs de toute opposition au régime totalitaire stalinien et, d'autre part, pour terroriser ceux qui voudraient exprimer cette opposition.

Toutes les preuves reposent sur des « aveux ». A chaque fois qu'un fait matériel hors d'U.R.S.S. est mis en avant, il se révèle comme faux. A Budapest, Rajk « avoua » avoir rencontré Bebler, Maslarich, Mrazovitch, dirigeants yougoslaves dans les camps de concentration français de Gurs, Saint-Cyprien, Vernet, après la défaite espagnole. Il se trouve qu'aucun des trois n'était dans ces camps.

Au procès de Moscou, un accusé dit avoir rencontré Sedov, le fils de Trotsky, à l'Hôtel Bristol à Copenhague. Le malheur veut que Sedov n'y était pas et *surtout que l'Hôtel Bristol n'existait plus depuis* 1917.

Quant aux aveux, ils sont arrachés à des hommes éduqués par le stalinisme, à faire passer les intérêts de la bureaucratie soviétique avant ceux de la classe ouvrière. Des hommes qui mentent à la classe ouvrière pour « les besoins du Parti » de cette bureaucratie.

Ce qu'avouent ces militants démoralisés par cette éducation et par la pression policière n'est que mensonge contredit par les faits.

Par ailleurs, les travailleurs de France peuvent juger de la valeur de ces accusations sur leur propre expérience récente.

— EN 1945, M. Thorez donna l'ordre aux travailleurs de rendre leurs armes au gouvernement de Gaulle, parce qu'il y avait, disait-il, des « *éléments troubles* » dans les formations populaires armées.

— EN 1944-1947, la grève était baptisée « *l'arme des trusts* » par le P.C.F. Etait « *agent des trusts* » quiconque voulait imposer au patronat le débloquage des salaires par la lutte ouvrière.

— EN 1945, les forces de répression du colonialisme français déportent, blessent ou tuent quelques dizaines de milliers de travailleurs algériens. Ceux-ci se défendent. Leur mouvement est caractérisé officiellement par le Congrès de Strasbourg du P.C.F. de « *soulèvement fasciste* ».

— EN 1947, les travailleurs de chez Renault entrent en grève pour une augmentation de salaire. Les ministres staliniens étant toujours au gouvernement, la presse du P.C.F. dénonce cette grève « *dirigée par des gaullistes* ».

— EN 1948, le P.C.F. appelle les mineurs à la grève. La répression de Moch s'abattant sur eux, toute la classe ouvrière veut la grève générale. B. Frachon lui répond dans sa « lettre ouverte aux ouvriers de Chenard et Walker » que ce sont des « *agents gaullistes* » qui les poussent à la grève générale.

La propagande stalinienne comme celle de Goebbels repose sur le fait que les mensonges les plus gros sont ceux qui « paient » le mieux, à condition de les répéter, de les marteler et massivement. Mais les travailleurs peuvent trouver dans cette répétition même la compréhension des procès de Budapest et de Moscou: quiconque dans les rangs ouvriers s'oppose à la politique stalinienne est immédiatement étiqueté flic et fasciste.

Le procès Rajk se retournera contre ses organisateurs, car il contribue à ouvrir les yeux des travailleurs sur ce qu'est le stalinisme.

Le premier pas aujourd'hui est de s'opposer par tous les moyens à l'assassinat des accusés de Budapest. Protestez dans les Syndicats, le P.C.F., les meetings! Envoyez des protestations au gouvernement policier de Hongrie! Une Communion internationale, ne comprenant aucun stalinien, doit avoir le droit de réviser le procès de fond en comble!

DÉCLARATION

du Secrétariat de la IVe Internationale sur le procès de Budapest

Un nouveau crime contre-révolutionnaire vient d'être accompli sur les ordres du Kremlin.

Au procès de Budapest, plusieurs des accusés dénoncés comme « trotskystes au service des agences d'espionnage de l'impérialisme » ont été condamnés à mort. Quelques mois auparavant, un « procès » à Tirana avait abouti à l'exécution de plusieurs dirigeants du Parti Communiste albanais, notamment de son Secrétaire général pendant la guerre, Xoxi Dodje, sous la même accusation monstrueuse.

Le Secrétariat de la IVe Internationale déclare formellement qu'aucun des condamnés de Budapest n'a fait partie d'une organisation de la IVe Internationale. Au procès de Budapest étaient poursuivis des militants staliniens de longue date, aux côtés d'ex-officiers et policiers de Horthy et de provocateurs professionnels du Guépéou. L'acte d'accusation et la technique du procès (« aveux » des accusés surenchérissant sur les accusations-crimes consistant en intentions et directives qui n'ont jamais reçu un début de mise en application, etc.) rappellent les procès de Moscou au cours desquels Staline extermina la vieille garde du Parti bolchevik et de l'Internationale Communiste. Ces procès ont été montés par les mêmes gens, comme cela vient d'être reconnu par les dirigeants du Parti Communiste yougoslave.

L'opinion publique mondiale, si elle s'étonne encore du mécanisme de ces procès (qui conduit aux aveux de crimes imaginaires absolument invraisemblables et fantastiques), n'a plus aucun doute que ce sont de pures machinations montées à des fins politiques. Les procès de Moscou permirent à la bureaucratie du Kremlin d'éliminer toute opposition révolutionnaire potentielle dans le Parti bolchevik et de préparer l'assassinat de Léon Trotsky. De même, le procès de Budapest et ceux qui seront montés dans les autres capitales de l'Europe orientales visent à intensifier la lutte contre la Yougoslavie et à briser toute opposition possible dans les Partis communistes de ces pays à la politique de spoliation du Kremlin, la lutte courageuse que le Parti communiste yougoslave poursuit depuis sa rupture avec le Kominform ayant puissamment renforcé cette opposition.

Le Secrétariat International.

Le 24 septembre 1949.

défendre l'U.R.S.S. (IV)

les faire reculer, seule la révolution victorieuse peut empêcher la guerre à tout jamais. Seule une politique renforçant les travailleurs, seule une direction les menant à la victoire peuvent sauver ce qu'il faut défendre et sauver en U.R.S.S. Toute autre manière de poser la question n'amènera que défaites ouvrières et guerre antisoviétique.

Trotsky écrivait déjà en 1939: « *La défense de l'U.R.S.S. coïncide pour nous avec la préparation de la révolution mondiale. Seules sont permises les méthodes qui ne s'opposent pas aux intérêts de la révolution. La défense de l'U.R.S.S. est reliée à la révolution socialiste mondiale comme une tâche tactique l'est par rapport à une tâche stratégique. Une tactique est subordonnée à un but stratégique et en aucun cas ne peut être en contradiction avec lui.* »

Cela signifie dans chaque pays ne pas considérer le prolétariat comme la cinquième roue du char diplomatique de Vichinsky, mais comme la classe qui doit et peut renverser le capitalisme. Aux Etats-Unis, aider les travailleurs à construire un grand parti ouvrier; en Angleterre, les aider à se libérer des chefs socialistes qui luttent pour sauver l'Empire de la Cité avec la sueur et le sang des prolétaires; en France, ressouder les rangs ouvriers pour stopper l'offensive capitaliste, soutenir partout dans le monde la lutte émancipatrice des peuples coloniaux: en Europe, lutter pour l'évacuation des troupes d'occupation, combattre le patriotisme, éduquer les travailleurs dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, fixer comme but les Etats Unis Socialistes d'Europe et du monde, tels sont les aspects d'une lutte qui, s'attaquant au capitalisme, peut renforcer les prolétaires, préparer leur victoire et défendre ce qui reste des conquêtes d'Octobre.

Dans les pays d'Europe orientale, défendre l'U.R.S.S. ne peut signifier soutenir la bureaucratie stalinienne contre les masses ouvrières et paysannes, mais le contraire.

En U.R.S.S. même, nous ne faisons confiance qu'aux ouvriers et aux paysans pour défendre et développer les conquêtes d'Octobre.

Le programme de la IVe Internationale

Le programme de la IVe Internationale montre les tâches à réaliser.

« *La nouvelle montée de la révolution en U.R.S.S. commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la LUTTE CONTRE L'INÉGALITÉ SOCIALE ET L'OPPRESSION POLITIQUE. A bas les privilèges de la bureaucratie! A bas le stakhanovisme! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail!*

La lutte pour la liberté des Syndicats et des Comités d'usines, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la DEMOCRATIE SOVIÉTIQUE.

La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organe de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style Hitler-Goebbels. Il faut rendre aux Soviets non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les loyaux n'étaient pas admis dans les Soviets, de même maintenant LA BUREAUCRATIE ET LA NOUVELLE ARISTOCRATIE DOIVENT ETRE CHASSÉ DES SOVIETS. Dans les Soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des kolkoziens du rang, des paysans, des soldats rouges.

La démocratisation des Soviets est inconcevable sans la LÉGALISATION DES PARTIS SOVIÉTIQUES. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.

REVISION DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE de haut en bas, en ayant en vue les intérêts des producteurs et des consommateurs! Les Comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production. La coopération de consommation, démocratiquement organisée, doit contrôler la qualité des produits et leurs prix.

REORGANISATION DES KOLKHOZES en accord avec la volonté des kolkoziens et selon leurs intérêts!

La politique internationale conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. A BAS LA DIPLOMATIE SECRÈTE!

Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtiment mérité.

Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie, qui se maintient par la violence et la falsification. Seul, le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer la marche en avant vers le socialisme. Seul, le parti de la IVe Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection.

A bas la clique bonapartiste de Caïn-Staline!

Vive la démocratie soviétique!

Vive la révolution socialiste internationale! »

⁂

Pour les prolétaires soviétiques aidés des prolétaires du monde, la tâche la plus urgente pour sauver ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre, c'est de réaliser ce programme. En U.R.S.S., la bureaucratie pille et désorganise une grande partie de la production pour satisfaire ses privilèges. Dans le monde, elle détourne les travailleurs de l'U.R.S.S. par ses crimes et sa dictature policière, partout où elle le peut, elle conduit les travailleurs à la défaite et renforce ainsi les capitalistes. En défendant ses privilèges avant tout, elle met en danger mortel ce qu'elle n'a pas encore détruit des conquêtes d'Octobre. Pour sauver ce qui mérite d'être sauvé en U.R.S.S., il faut y renverser ce qui doit être renversé.

Dans le monde entier, la victoire du prolétariat nécessite la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire. Dans l'expérience de la lutte des classes, aider les travailleurs à se débarrasser de l'influence sociale-démocrate et stalinienne est une tâche centrale pour préparer des victoires révolutionnaires, empêcher la guerre et sauver l'U. R. S. S. Plus vite les travailleurs se débarrasseront des directions de défaites, plus vite sera solutionné la crise de la société. La défense de ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre se confond ainsi avec la tâche de construire la IVe Internationale.

Nous avons pleine confiance dans les possibilités du prolétariat international de prendre le pouvoir et d'organiser les Etats Unis Socialistes Soviétiques du Monde — c'est pourquoi nous sommes sûrs que nos idées seront ses idées. Sur la base de ce qui a été conquis en Octobre 1917 se développera un Etat véritablement socialiste. Quant à la bureaucratie, elle apparaîtra vite comme ayant été un obstacle sans lendemain sur la marche de la Révolution.

Jacques PRIVAS.

Voir les Nos 235, 236, 237 de *La Vérité*.

Une interview de Marcel HEMCÉ

LIBÉREZ MOREAU

(*Suite de la 1re page*)

pulaire armée. Mais cela ne peut être que le résultat d'une lutte générale des masses laborieuses avec la classe ouvrière à leur tête, appuyée sur les comités de masses, premiers organes d'un pouvoir prolétarien.

Sur le plan de l'action immédiate, nous sommes pour la réduction du temps de service militaire. Nous voulons soustraire au maximum la jeunesse à l'abrutissement chauviniste de la caserne.

Pour mettre fin à la guerre, il faut en détruire la cause: le capitalisme. C'est ce que fera la classe ouvrière en se débarrassant de ses oppresseurs. Pour cela, elle devra finalement se battre, les armes à la main. Il faudra qu'elle en soit capable. Aussi tout en luttant contre l'armée bourgeoise, nous disons aux jeunes de ne pas se refuser à apprendre le métier des armes qu'ils utiliseront un jour pour le triomphe de leur classe. Seule cette victoire de la Révolution mettra fin à toutes les guerres.

Mais cependant n'est-ce tout de même pas lutter contre le militarisme que de demander le statut des objecteurs de conscience?

— Non. Ce statut existe dans certains pays comme en Angleterre. Il est utilisé par quelques milliers de jeunes, une infime minorité. Cela veut dire que ce refus sentimental devant le maniement des armes ne touche pas l'immense masse des jeunes. Le résultat, c'est qu'un sort particulier sera fait à quelques idéalistes dont certains d'entre eux, comme J.-B. Moreau, sont parfaitement sincères et courageux, pourraient rendre de grands services à la lutte de la jeunesse laborieuse. Au lieu de cela, ils ne couperont des préoccupations et des luttes de cette jeunesse et la laisseront lutter seule contre le régime bourgeois et son armée.

Mais ceci ne signifie pas du tout que nous abandonnons ces jeunes à la répression bourgeoise. Nous ne sommes pas d'accord avec eux, mais ces désaccords se régleront au sein de la jeunesse laborieuse qui restera unie contre la bourgeoisie et son armée.

Mais alors que conseillez-vous aux jeunes appelés sous les drapeaux?

— Nous leur disons de rester sous l'uniforme l'ouvrier qu'ils étaient sous l'habit de travail, c'est-à-dire de s'unir avec tous les jeune encasernés pour défendre là aussi par les moyens appropriés leur condition d'existence à la caserne.

Ils doivent rester en rapport avec leurs camarades d'usine, les syndicats, les organisations ouvrières. En résistant à la propagande chauvine des officiers et à l'utilisation de l'armée contre la classe ouvrière, ils lutteront pour imposer la diffusion de la presse ouvrière à la caserne, la libre discussion politique. Ils conserveront intacte, par tous les moyens, leur conscience de classe, afin de reprendre dès leur libération la lutte contre la bourgeoisie avec tous les ouvriers.

SERVICE D'EDITION ET DE LIBRAIRIE

19, rue Daguerre, Paris (14e)

C.C.P. Corvin, Paris 6964-96

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

(Manifestes, thèses et résolutions du Ier Congrès de l'I. C., mars 1919)

PRIX : 80 francs

Envoi franco sur demande de notre catalogue de librairie. 300 titres.

Le gérant : Jullia

Imp. spec. de "La Vérité"

Quand les députés du P.C.F. votaient à la Chambre les crédits pour la " sale guerre "

Divers camarades nous ont fait part du défi qui leur a été lancé par des militants sincères du P.C.F. de prouver par des faits irrécusables que le parti stalinien ne s'est pas toujours opposé à la guerre du Viet-Nam. Nous n'avons cité ici que quelques faits faciles à contrôler et dont, avec un peu de mémoire, chacun peut se souvenir. Rien n'est plus facile que de relever un tel défi. A ceux qui ne s'estimeraient pas satisfaits des quelques vérités énoncées ici, nous sommes prêts à leur en servir d'autres plus cinglantes.

A ENTENDRE « l'Humanité », *le P. C. F. aurait toujours lutté contre la guerre du Viet-Nam et les députés du groupe communiste auraient de tout temps refusé les crédits destinés à la « sale guerre ». C'est contraire à la vérité et la lutte contre l'impérialisme français rend également indispensable le rappel des faits et des discours passés relatifs aux variations du P.C.F. en la matière.*

Jusqu'au 20 mars 1947, le groupe parlementaire communiste vota régulièrement et sans la moindre hésitation tous les crédits de guerre. *Or, le début de la reconquête de l'Indochine par l'impérialisme français date de septembre 1945, avec le débarquement de Leclerc en Cochinchine (1).*

Le groupe communiste vota les crédits de l'Indochine le 4 avril 1946, budget en augmentation, bien que depuis près d'un mois un accord venait d'être signé avec Ho Chi Minh (« Journal Officiel » *du 5 avril 1946). Son porte-parole Larribère spécifia:* « Il ne s'agit pas pour nous de demander le rappel du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient. »

Non content de voter les crédits de guerre, le groupe communiste s'associa également à plusieurs reprises dans l'unanimité de l'Assemblée Nationale, à des motions de félicitations au corps expéditionnaire et au général Leclerc. Le 4 avril 1946, il vota le texte suivant: « L'Assemblée Nationale Constituante adresse aux troupes du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient et à leurs chefs l'expression de la gratitude et de la confiance du pays au lendemain du jour où l'entrée à Hanoï consacre la réussite de la politique de libération pacifique de toutes les populations de l'Union Indochinoise, suivie par le gouvernement de la République » (« Journal Officiel » du 5 avril 1946).

Rappelons que cette date est considérée par la population du Viet-Nam comme un jour de deuil national.

Autre participation au vote de félicitations le vendredi 20 décembre 1946 au lendemain de la reprise intensive de la guerre:

« L'Assemblée Nationale adresse l'expression de son affectueuse sympathie aux combattants français d'Indochine et salue leurs efforts pour maintenir en Extrême-Orient la présence pacificatrice et civilisatrice de la France » (J. O. du 21 déc. 1946).

C'est le 20 mars 1947 que le groupe communiste, pour la première fois, ne vota pas les crédits pour l'Indochine. Il ne vota pas contre d'ailleurs, mais se réfugia dans l'abstention. Et encore, les ministres communistes, pour ne point rompre la solidarité ministérielle, votèrent des crédits. Ce vote n'avait pas le sens d'un retournement de la politique du P. C. F. pour l'indépendance totale du Viet-Nam. C'est si vrai que, quelques jours auparavant, les députés communistes votèrent ces crédits au sein de la Commission des Finances.

Le C.C. du P.C.F., réuni le 19 mars 1947, tout en mandatant le groupe parlementaire de ne pas voter les crédits militaires pour la poursuite de la guerre, précisait: « L'intérêt national exige le maintien de l'influence et des positions françaises en Extrême-Orient. »

Dans ses discours à l'Assemblée du 18 et du 20 mars 1947, Jacques Duclos répétait à plusieurs reprises: « Nous sommes pour la présence française en Extrême-Orient. » *Il justifiait cette position par l'argument on ne peut plus hypocrite:* « Notre départ en Extrême-Orient y amènerait d'autres présences qui n'auraient peut-être pas un caractère très démocratique. »

Le sens du refus de vote des crédits de guerre par le P.C.F., c'est qu'à son avis le meilleur moyen d'assurer le maintien de la présence française au Viet-Nam est de négocier avec Ho Chi Minh. Malgré l'intensification de son agitation contre la « sale guerre », le parti stalinien n'a jamais dépassé l'objectif ainsi défini, n'a jamais dénoncé l'Union Française, il continue à se présenter comme le meilleur défenseur de la « Patrie »; au fond, il préconise un « bon » colonialisme à la place du colonialisme désuet, et il ne cherche .. aux colonies comme dans la métropole .. qu'à utiliser les mouvements des masses dans les cadres du capitalisme, à l'intérieur de ces cadres, pour amener les capitalistes de ces pays à composer aux meilleurs termes pour la bureaucratie moscovite.

(1) Il est bon de rappeler aussi à cette occasion que le 18 juin dernier, le P.C.F. célébra la mémoire du général Leclerc, disputant à de Gaulle le nom de ce condottiere ultra-réactionnaire et taisant qu'il avait dirigé les premiers coups contre le Viet-Nam. Mais à ce moment-là, Leclerc obéissait aux ordres d'un gouvernement où figuraient en bonne place les ministres staliniens.

On nous communique :

LES AMIS DE JEUNE RÉVOLUTION (ORGANE DU M.R.J.)

Organisent le Vendredi 21 Octobre à 20 h. 30 à la Salle Susset, 206, quai Valmy, Mo Jaurès une **FÊTE** avec au programme 3 Films : **AUBERVILLIERS, TERRE SANS PAIN, L'AFFAIRE EST DANS LE SAC** - La chorale Spartacus

Numérisation CERMTRI

VERS L'UNITÉ SYNDICALE

LA classe ouvrière est divisée. Dans une même entreprise, il y a quelquefois quatre Syndicats, plus un nombre sans cesse grandissant de travailleurs non syndiqués. Et pourtant le sentiment d'unité existe profondément chez tous les travailleurs qui savent très bien que leur division sert le patron et l'Etat bourgeois.

Qu'envisagent les dirigeants actuels pour réaliser cette unité? Ne parlons pas de Tessier, ce vieux champion du pluralisme syndical, et constatons simplement que les réformistes de F.O. et les staliniens de la C.G.T. se contentent de proposer aux ouvriers de rentrer en bloc dans les organisations qu'ils dirigent pour se battre sur les mêmes mots d'ordre, sous la conduite des mêmes chefs.

Or, si beaucoup d'ouvriers ont quitté la C.G.T., si beaucoup ne sont pas venus à F.O. et si beaucoup se tiennent en dehors de toute organisation syndicale, c'est parce que l'une et l'autre ou parce qu'aucune des centrales ne leur a apporté des mots d'ordre de combat capables de les attacher à ces organisations.

La condition essentielle nécessaire pour réaliser l'unité syndicale, c'est d'avoir un programme capable de regrouper tous les ouvriers dans la lutte pour de meilleures conditions de vie et des moyens de lutte capables d'arracher de meilleures conditions de vie au patronat.

Jouhaux, Frachon ou Tessier apportent-ils ou peuvent-ils apporter ce programme et ces moyens au prolétariat, eux qui ont créé la scission ou qui l'ont rendue possible?

L'unité d'action envisagée par Jouhaux, par Frachon ou par Tessier, ce sera toujours une tentative d'entraîner l'ensemble de la classe ouvrière dans un camp ou dans un autre pour la défense des impérialismes occidentaux ou de la bureaucratie soviétique. Bien sûr, Jouhaux, Frachon et Tessier pourront envisager de faire une « bonne grève », ne mettant pas en cause l'existence du régime.

Rappelons-nous la touchante unanimité que tous ont réalisée contre la grève générale en 1947 et en 1948.

C'est pourquoi Jouhaux, Frachon et Tessier, possédant les moyens de ressouder les rangs ouvriers, ne le font que pour la réalisation de revendications mineures.

Ainsi, il n'y a ni programme unificateur, ni direction ouvrière possédant assez la confiance du prolétariat pour réaliser la véritable unité syndicale.

Ce programme, c'est:

Augmentation égale pour tous.

Lutte pour un véritable minimum vital.

Réduction des catégories et compression de la hiérarchie.

Du travail pour tous par le retour aux 40 heures sans réduction de salaire.

Cette direction en qui le prolétariat entier aura confiance, se formera par la sélection des meilleurs dans le combat, choisis sans tenir compte de leur appartenance ou de leur non-appartenance syndicale.

Au travers des luttes futures, ce programme et cette direction permettront de réaliser le vieux mot d'ordre syndical:

« Dans l'usine, contre un seul patron, un seul Syndicat. »

C'est à ce but qu'œuvre l'« Unité Syndicale » qui combat pour la reconstruction d'une C.G.T. démocratique.

BENCEL.

TRAVAILLER PLUS ET GAGNER MOINS

(*Suite de la 1re page*)

viétique a besoin dans ses pourparlers diplomatiques. Mais pas plus qu'hier, il ne veut renverser cette bourgeoisie. Il ne veut pas de la Révolution par et pour la classe ouvrière. Pour lui, le socialisme, c'est uniquement l'arrivée des généraux soviétiques à Paris. D'ailleurs, il ne cache pas qu'il garde la même politique de marchandage avec la bourgeoisie: aujourd'hui comme hier, ce qu'il réclame, c'est un « gouvernement d'union démocratique » (vous vous rappelez du tripartisme?).

Ces chefs ne dirigent pas pour que les travailleurs triomphent, ils monnayent seulement leur lutte. Ils utiliseront tous les mots, parleront sur l'internationalisme, feront l'unité d'action, mais conduiront à la défaite.

« Producteurs, sauvons-nous, nous-mêmes »

Cet appel de « *l'Internationale* » doit être le mot d'ordre de tous les travailleurs. S'ils continuent à laisser parler les permanents en leur nom, la bourgeoisie imposera la baisse du niveau de vie, la dictature, la guerre.

Dans chaque entreprise, que des travailleurs F.O., C.G.T. inorganisés constituent un groupe qui informe les travailleurs qui dénonce les manœuvres patronales, qui conquiert les directions syndicales pour en refaire des organisations appartenant aux ouvriers. Qu'ils imposent le contrôle de la base sur les dirigeants. Que les travailleurs ne se contentent pas de la démocratie dans l'entreprise, qu'ils se regroupent avec d'autres usines, qu'ils organisent l'opposition ouvrière par localité, par corporation nationalement pour que cesse l'utilisation des luttes ouvrières au profit des bureaucrates.

Regroupez, organisez une nouvelle direction ouvrière sous le contrôle permanent de la base. La lutte pour les intérêts des travailleurs, c'est la lutte pour la Révolution.

SUR LE FRONT OUVRIER

SI TU VEUX LA PAIX, PRÉPARE LA RÉVOLUTION

Le Personnel de la Caisse centrale des Titres du Ministère de l'Industrie veut mener une lutte réelle contre la guerre

Plus d'un million 500 mille bulletins de vote pour la paix ont été — paraît-il — déjà rassemblés le 2 octobre. A quoi servira toute cette agitation? Ni à empêcher les marchands de canons de faire des canons, ni à ressouder les rangs ouvriers. La campagne pour la Paix du P.C.F. ne fait que semer des illusions. Elle sert la bourgeoisie dans la mesure où elle accentue la démoralisation des travailleurs. Parmi les informations qui nous sont parvenues de ce qui s'est passé dans les entreprises, nous en avons choisi deux qui montrent que de nombreux travailleurs veulent lutter contre la guerre par les méthodes révolutionnaires.

Le Personnel de la Caisse Centrale des Titres du Ministère de l'Industrie et du Commerce a voté la résolution suivante le 30 septembre:

— *Affirme sa volonté de défendre efficacement la Paix constamment menacée par l'existence du régime capitaliste;*

— *Condamne les méthodes de la Direction du Ministère qui a fait enlever les urnes installées par certains syndicats pour un vote-référendum sur la Paix;*

— *Rappelle que déjà, au début de 1947, le Ministre avait fait procéder à l'arrachage, sur les panneaux syndicaux, d'une lettre de notre Syndicat condamnant la guerre au Viet-Nam. Ces attitudes répétées, violemment condamnées par l'ensemble du personnel, visent à gêner ou à interdire aux Syndicats leur libre activité.*

Sans distinction de tendances, le personnel de la Caisse Centrale des Titres invite tous les syndicalistes, tous les fonctionnaires, employés et ouvriers des Administrations, à s'unir contre de telles méthodes violant les libertés ouvrières.

Sur le problème de la Paix, le Personnel de la Caisse des Titres constate que:

les menaces de guerre se développent parallèlement à l'offensive contre les conditions de vie de la classe ouvrière, à la division du front des travailleurs face au patronat et à son Etat. Les manifestations pacifistes, se contentant d'exprimer l'horreur de tous pour la guerre, n'ont jamais entravé la préparation de celle-ci.

En conséquence, le Personnel de la Caisse Centrale affirme la nécessité:

de reconstruire au plus tôt l'unité de Front de lutte ouvrier, seule capable de faire cesser l'attaque de la bourgeoisie et de préparer ainsi une offensive victorieuse de la classe ouvrière;

d'appeler à l'action internationale de tous les travailleurs contre leur bourgeoisie et pour le soutien des peuples colonisés, pour faire cesser les guerres ou les répressions menées contre eux par les bourgeoisies colonialistes (Viet-Nam, etc...):

de mettre en avant et combattre, dans les conditions ainsi définies d'unité d'action démocratique, pour les revendications unificatrices essentielles (acompte égal pour tous, vrai minimum vital, échelle mobile, 40 heures payées 48, etc...):

d'engager sur ces bases une propagande permanente en vue de l'unité d'action démocratique entre les travailleurs de toutes tendances, organisés ou non.

Le vote-référendum pour la Paix proposé par certaines organisations ouvrières, compte tenu de son caractère illusoire et par ce fait dangereux, est repoussé par le personnel de la Caisse Centrale des Titres. Ce personnel appelle tous les syndicalistes, tous les travailleurs, à réaliser démocratiquement cette unité d'action pour la défense des revendications ouvrières, pour la lutte effective pour la Paix qui sont inséparables l'une de l'autre.

(Transmis par un Rabcor.)

CHEZ SAURER

Le Rayon du P. C. I. répond aux calomniateurs du P. C. F. et appelle les ouvriers à une réelle campagne contre la guerre

DANS le précédent numéro de « La Vérité », nous avions indiqué comment les militants du P.C.I. étaient intervenus chez Saurer à propos du vote sur la paix. Le 15 septembre, « l'Eveil », organe local du P.C.F., publia dans une « information » sur le « vote pour la Paix » chez Saurer une série de mensonges et de calomnies contre notre camarade Ducimetière.

Pour répondre à ces calomnies, le rayon de Puteaux-Suresnes du P.C.I. publia aussitôt un tract, largement distribué chez Saurer, tract qui trouva un écho favorable auprès des travailleurs de cette usine.

En voici l'essentiel:

« L'Eveil », organe local du P.C.F., dans son numéro du 15 septembre, publie une « information » sur le « vote pour la Paix » chez Saurer.

Cet article contient une série de mensonges destinés à justifier la politique des dirigeants staliniens. Il déverse sur notre camarade Ducimetière la brouette d'ordures qui constitue l'argumentation habituelle de M. Patillon. Celui-ci prétend:

1° Que Ducimetière ainsi que l'ensemble des membres du Comité d'organisation du vote a été élu par les travailleurs de l'usine.

Nous nous contenterons de poser la question à M. Patillon: qui a élu ce Comité? Quels travailleurs? Où et quand? Dans quelle Assemblée?

La vérité est que notre camarade a été « invité », à titre de délégué du travail, à participer à un bureau provisoire d'organisation. Dans l'esprit des dirigeants staliniens, ce Comité avait pour unique objectif de faire voter le maximum d'ouvriers pour la paix. Il n'était pas le moins du monde question d'ouvrir la discussion dans l'entreprise sur la paix et les moyens propres à la défendre. Les divergences de vues sont telles entre les dirigeants staliniens et nous sur cette question que l'impossibilité où on mettait Ducimetière de les exprimer devant l'ensemble des ouvriers l'a amené à se retirer de ce Comité. Tout était d'ailleurs réglé d'avance depuis la répartition des bulletins jusqu'aux jour et heure du vote, y compris l'accord de la direction.

Ducimetière s'est alors réservé le droit de dénoncer le caractère de ce vote devant ses camarades. Son départ d'un tel Comité n'a donc pas le caractère d'abandon d'une responsabilité que lui auraient confiée des travailleurs. Il a seulement refusé de se faire le complice d'une politique qui n'a rien de commun avec un combat réel pour la paix.

2° « Ducimetière n'a pas voté. » Patillon est-il si mal informé? Notre camarade a rempli et signé son bulletin après en avoir remplacé le libellé par cette inscription: « Pour gagner la paix, il faut détruire le système capitaliste et construire le socialisme. » Ducimetière, pas plus qu'aucun travailleur, ne s'en restent pour mettre sac au dos pour défendre l'impérialisme. Mais ce n'est pas pour cela qu'il est prêt à plébiscéter la politique stalinienne qui, en réalité, ne défend pas la paix.

Que doit être une véritable campagne contre la guerre?

D'abord, faire cesser la guerre au Viet-Nam. Cela nécessite:

1° d'expliquer aux travailleurs de France qu'il faut donner au peuple vietnamien l'indépendance totale. L'Union Française que défend le P.C.F., c'est le colonialisme contre lequel combattent les Indochinois;

2° appliquer les résolutions des différentes entreprises et syndicats, en particulier celle adoptée par le Congrès de l'Union des Syndicats de la R.P. appelant au boycott des fabrications et des transports à destination de l'Indochine.

Les dirigeants qui nous appellent aujourd'hui à voter pour la paix laissent nos propres résolutions dans leurs tiroirs au lieu de les appliquer. Quelle confiance leur faire pour diriger la lutte contre la guerre de demain devant leur carence en face de celle d'aujourd'hui?

Nul ne contestera, et nous moins que tout autre, la nécessité d'une campagne énergique contre la guerre que prépare l'impérialisme américain. Mais les dirigeants staliniens ne mènent pas cette campagne au nom de l'internationalisme prolétarien. Au lieu de montrer la nécessité d'unir les travailleurs français, anglais, italiens, allemands, américains ou autres contre un danger et pour un combat commun, ils développent des revendications patriotiques et revanchardes d'« intérêt national », qui opposent les travailleurs de différents pays en faisant par là le jeu de leurs propres exploiteurs.

C'est le cas des réparations allemandes dont chacun sait qu'elles ne frappent que les travailleurs allemands et épargnent les magnats capitalistes.

Quoiqu'il en soit, toute campagne contre la guerre est vouée à l'échec si la classe ouvrière continue à s'affaiblir par des défaites dans ses combats de chaque jour dans les usines.

Le lancement de l'"ARIANE" à Saint-Nazaire

Le 24 septembre 1949, le pétrolier *Ariane* a été lancé à Saint-Nazaire dans des conditions tout à fait nouvelles. Lorsque les officiels, M. Fould en tête, se sont présentés pour prendre place dans la tribune qui leur est généralement réservée, ils l'ont trouvé occupée par les ouvriers: « Nous avons construit le bateau, ont dit ceux-ci, nous saurons bien le lancer sans vous. » Et le Directeur des Chantiers de Penhoët et ses invités ont dû se contenter d'assister au lancement en curieux.

Ensuite il y a eu une explication à la Direction. Il paraît que M. Fould ne comprend pas pourquoi les ouvriers se plaignent, et il paraît également que la dévaluation est un obstacle décisif à une augmentation de salaire.

Mais ce que le directeur paraît avoir compris, c'est que l'unité ouvrière est une chose redoutable.

RABCOR.

DANS L'ASSURANCE : Les compères

Les organisations syndicales C. G. T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C. et C.G.C. des Assurances de la Région Parisienne viennent de réaliser bureaucratiquement l'Unité d'Action pour les revendications. Bon, direz-vous, c'est un commencement. C'est surtout une manœuvre de maquignons impudents. Si les employés d'Assurances avaient été appelés démocratiquement (syndiqués et non syndiqués) à choisir leurs revendications, ils auraient certainement demandé le vrai minimum vital au coefficient 100 (24.000 fr.) et une réduction de la hiérarchie de 1 à 4. Ils auraient rejeté la défense de la hiérarchie actuelle, qui apporte des miettes, à la base qui combat, et le superflu aux directeurs qui, le plus souvent, aident les patrons à refuser leurs droits aux employés. En tout cas, ils auraient décidé de revendiquer en même temps et pour l'*immédiat* un acompte provisoire de 3.000 francs égal pour tous, 40 heures payées 48 et pas d'heures supplémentaires. C'est bien pour ça que les directions syndicales ne leur demandent pas leur avis! Alors, sentant qu'ils n'ont plus la confiance des employés, les dirigeants syndicaux s'entendent entre eux pour faire semblant d'agir et tenter de diriger et de reconquérir les syndiqués.

En réclamant une augmentation hiérarchisée de 25 %, l'inclusion des primes fixes dans la hiérarchie, ils s'interdisent la confiance des masses exploitées qui en « ont marre » de se battre surtout pour les cadres supérieurs. Ainsi ils ne réalisent que l'Unité d'Action des dirigeants et des chefs en trahissant les intérêts des employés et la véritable Unité d'Action. Il faut que les employés de la base et de toutes les Compagnies réalisent une vraie unité d'action en déterminant leurs mots d'ordre et en élisant eux-mêmes les Comités d'unité d'action qui discuteront avec les patrons et dirigeront la lutte.

RABCOR.

Adhérez aux "Amis de La Vérité"

Camarade, lecteur, sympathisant, remplis et détache le bulletin ci-dessous et remets-le aux militants du parti de ta localité, de ton quartier, de ton entreprise, ou envoie-le à « La Vérité », comme les camarades l'ont fait dès notre appel; ils sont les premiers qui viennent se grouper autour de leur journal, ils sont encore peu, ils seront nombreux demain.

Rejoins-les, adhère aux « Amis de la Vérité ».

Nom. . . . . . **Prénom** . . . . . .

Adresse. . . . . . .

Profession. . . . . . .

Aide mensuelle. . . . . . .

Je déclare adhérer aux « Amis de la Vérité ».

Les criminels ne sont pas les NORD-AFRICAINS

(*Suite de la page 2*)

aux besognes les plus insalubres que ce soit dans les mines, la métallurgie ou les produits chimiques. Cependant que la grande majorité reste sans travail. Sur les 120.000 Nord-Africains de la Région Parisienne, un quart seulement ont un emploi.

Comment vivent-ils? A huit, dix dans une chambre d'hôtel sordide quand ils ne couchent pas sur une table ou une banquette de bistrot.

Quels sont les véritables criminels? Les quelques Nord-Africains qui, plongés dans le désespoir, se laissent aller à dévaliser des passants le soir, ou le colonialisme qui les accule dans une misère atroce et une situation sans issue?

Le mouvement ouvrier français ne peut être indifférent devant ce problème angoissant. Il ne doit pas rester inactif plus longtemps. La C.G.T. a pensé souvent à utiliser les Nord-Africains mais rarement à les soutenir efficacement. Elle ne conçoit l'organisation des travailleurs Nord-Africains qu'à la condition quelle soit dirigée et tenue en mains très étroitement par des éléments favorables et tout dévoués au P. C. F.

Les maux dont souffrent les Nord-Africains ne peuvent s'alléger que par l'organisation des Nord-Africains eux-mêmes, en premier lieu. C'est le devoir des travailleurs français d'aider à se former et de soutenir énergiquement une telle organisation. L'expérience et l'attitude raciste de la population européenne en Afrique du Nord incite le travailleur arabe à une méfiance générale de tout ce qui relève de la Métropole. Il appartient aux ouvriers français d'aller au devant de leurs camarades Nord-Africains, d'adopter une attitude fraternelle et solidaire à leur égard en toute occasion, de soutenir activement toutes leurs revendications face au patronat et aux autorités, afin de souder le front de lutte commun contre l'impérialisme.

LA NOUVELLE TACTIQUE DE LA S.F.I.O.

(*Suite de la 1re page*)

l'air de défendre les ouvriers. Cela leur permettra de reprendre un peu d'influence sur ceux-ci, de pouvoir à nouveau briser les luttes, mais cette fois de l'intérieur, afin de montrer à la bourgeoisie qu'ils sont encore une force dont elle a besoin.

Ce chantage - marchandage aboutira-t-il? Peut-être, mais les sociaux-démocrates n'y gagneront qu'un sursis.

Même si cette aide suprême lui semble encore nécessaire, la bourgeoisie doit employer la manière forte pour écraser la classe ouvrière afin de pouvoir la surexploiter. Et le vieux fusil rouillé que constituera alors la social-démocratie sera mis au rancart.

Mais si la classe ouvrière, à la suite de nouvelles luttes, arrive à renverser la bourgeoisie et à instaurer son pouvoir, ceux qui ont si souvent utilisé contre elle la justice de classe bourgeoise seront écrasés par la légitime vengeance de la justice de classe du prolétariat.

CHEZ RENAULT

Les ouvriers du 62-31 contre l'accélération des cadences

Chez Renault, le 13 septembre, un chronométreur fut envoyé dans cet atelier. Aussitôt, les ouvriers débrayèrent. Une délégation se rendit auprès du chef de département. Celui-ci affirma que personne n'avait l'intention de baisser les temps, à moins que « des améliorations techniques » soient apportées à la production; sur quoi un délégué ajouta: « *D'accord, à condition que l'ouvrier bénéficie de cette amélioration.* »

Le travail reprit, mais personne n'était dupe de la manœuvre. Car chacun sait qu'un chronomètreur descend dans un atelier pour faire baisser les temps.

Un camarade de l'Unité Syndicale proposa de former un Comité composé de deux ouvriers par profession, chargé de contrôler le temps défini par les chronomètreurs. Cette proposition, malheureusement, ne se réalisa pas. Le délégué était contre; les ouvriers, en l'absence d'une direction, ne purent pas eux-mêmes la faire aboutir.

Il n'est pas moins vrai que cette idée fit faire un énorme pas en avant. Un moyen était apparu pour dresser, face au sacro-saint prestige de la maîtrise, à l'inviolable toute-puissance des chronos, le pouvoir et l'action des ouvriers.

DANS TOUS LES ATELIERS, QUAND LES CHRONOS DESCENDENT, CONSTITUEZ VOTRE COMITE DE CONTROLE DES TEMPS.

RABCOR.

♣

La direction a profité du vote que les délégués C.G.T. ont organisé en faveur de la Paix, pour mettre ces derniers à pied deux ou trois jours. Bien qu'en désaccord fondamental avec cette parodie de vote pour la Paix, nous tenons à élever notre protestation contre cette mesure qui n'a d'autre but que d'empêcher tout moyen d'expression à l'intérieur de l'usine.

SOLIDARITÉ aux TRAVAILLEURS VIET-NAMIENS

NOUS avons reçu le communiqué suivant de la Délégation Générale des Travailleurs Viet-Namiens qui montre comment la bourgeoisie se conduit avec les ouvriers indochinois qu'elle a obligé à venir vivre en France.

Dans la journée du 13 septembre 1949, les forces de police arrivaient au camp des travailleurs viet-namiens de Bias (Lot-et-Garonne). Le Commissaire de la région, accompagné du Commandant du Camp, rassemblait les travailleurs devant les baraques et leur ordonna d'enlever leur Drapeau National (fond rouge, étoile jaune). Devant le refus catégorique de ces derniers, les forces de police, aussitôt, cernèrent le camp et enlevèrent de force l'emblème du Viêt-Nam. Depuis, le Camp reste cerné par les C.R.S., les travailleurs vietnamiens y sont soumis à toutes sortes de privations, de pression et d'humiliation. Le Commandant du Camp, comme mesure de représailles et d'intimidation, a fait réduire leur ration alimentaire de moitié par rapport au temps normal. Il menace même de leur soustraire les indemnités de chômage à partir du 1re octobre.

La Délégation Générale des Travailleurs Viêt-Namiens, représentant 7.000 travailleurs en France, proteste énergiquement contre ces mesures inqualifiables et dénonce au peuple de France la politique réactionnaire du Gouvernement Français qui veut imposer par la force l'ancien régime colonialiste.

Elle appelle tous les travailleurs français à soutenir les travailleurs vietnamiens dans leur lutte et à redoubler leurs efforts contre la guerre impérialiste au Viêt-Nam.

Le prochain numéro de "La Vérité" paraîtra le **21 Octobre 1949**